

L'EFFET CNN

La diplomatie dont vous êtes le héros



De nombreux dirigeants états-uniens attribuent à CNN le pouvoir de mobiliser les opinions publiques et de faire infléchir la politique étrangère de Washington. Le secrétaire général de l'ONU, évoquant cet « effet CNN », à même décrit la chaîne comme le « seizième membre du conseil de Sécurité ». Pourtant, ce lieu-commun ne résiste pas à l'analyse. Les émotions éphémères des téléspectateurs n'influent pas sur les intérêts stratégiques à long terme de la première puissance du monde. Le spectacle CNN n'est pas conçu pour distraire, mais pour donner l'illusion d'un contrôle démocratique de l'action extérieure de l'Empire.

page 2

Le bantoustan irakien

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Adam Hochschild compare l'Irak aux États de façade instaurés par le régime sud-africain pendant l'apartheid, ces fameux « bantoustans ». De la souveraineté, ils n'avaient que l'apparence ; ils s'évanouirent à la fin de l'apartheid. Il est en effet possible de gouverner un pays par ambassade interposée. C'est d'ailleurs, rappelle Tariq Ali, ce que les Britanniques firent déjà en Irak dans les années vingt.

page 7

REPÈRE : 25 JUIN 1950

Les premiers coups de canon de la Guerre froide

En 1950, d'importants conflits sociaux en Corée du Sud ainsi que l'opposition intérieure croissante à l'égard du président Syngman Rhee, persuadent le dirigeant nord-coréen, Kim Il Sung, qu'il serait accueilli comme un libérateur s'il tentait de réunifier les deux Corées, séparées depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le 25 juin, les troupes nord-coréennes envahissent le Sud, le 27 juin, l'ONU appelle une coalition de 16 pays, dont la France, à aider l'armée sud-coréenne. Le général MacArthur réussit à repousser les Nord-coréens au-delà de la frontière mais, dans un élan anti-communiste, le président Truman ordonne de pousser en avant jusqu'à la frontière chinoise afin de renverser le pouvoir communiste de Pyonyang. Pékin intervient alors massivement et écrase les forces alliées. Ne voulant pas risquer un conflit avec la Chine, puissance militaire majeure, ni utiliser l'arme atomique par peur de représailles soviétiques, les USA signent un armistice avec le Nord, en juillet 1953. La guerre aura fait quatre millions de victimes coté coréen et 200.000 parmi les forces alliées. ■



11 SEPTEMBRE 2001 : UNE ENQUÊTE DÉVOILE LA VÉRITABLE VOCATION DE L'ÉCOLE D'AVIATION

La presse allemande avait déjà soulevé des interrogations sur Mohammed Atta, chef présumé des pirates de l'air présumés du 11 septembre, en dévoilant que le jeune homme bénéficiait d'une bourse d'études Fulbright attribuée par la CIA. Un nouveau livre fait tomber un pan supplémentaire des mensonges de l'administration Bush. Après avoir mené deux ans d'enquête en Floride, le journaliste Daniel Hopsicker en publie les conclusions dans un ouvrage qui démonte pièce par pièce le scénario officiel fabriqué par le FBI à propos d'Atta et de l'école d'aviation où il suivit des cours de pilotage. *Welcome to Terrorland* démontre que le propriétaire de cette école, Wally Hilliard, est un proche de l'administration Bush et de la CIA. Il bénéficiait par ailleurs d'une carte blanche de la DEA (lutte contre la drogue) pour transporter de l'héroïne. Le livre analyse également l'absurdité de la théorie selon laquelle Mohammed Atta se préparait à une mission suicide, expliquant les manipulations dont il faisait l'objet. ■

L'effet CNN

La diplomatie dont vous êtes le héros

De nombreux dirigeants états-uniens attribuent à CNN le pouvoir de mobiliser les opinions publiques et de faire infléchir la politique étrangère de Washington. Le secrétaire général de l'ONU, évoquant cet « effet CNN », à même décrit la chaîne comme le « seizième membre du conseil de Sécurité ». Pourtant, ce lieu-commun ne résiste pas à l'analyse. Les émotions éphémères des téléspectateurs n'influent pas sur les intérêts stratégiques à long terme de la première puissance du monde. Le spectacle CNN n'est pas conçu pour distraire, mais pour donner l'illusion d'un contrôle démocratique de l'action extérieure de l'Empire.



(photomontage)

Lee Hamilton, président de la Commission des Relations internationales de la Chambre des représentants a affirmé : « *Ce sont des images d'enfants affamés, et non des objectifs politiques, qui nous ont conduit en Somalie, en 1992. Et ce sont des images des pertes US, pas la réalisation de nos objectifs, qui nous ont fait partir de Somalie* » [1]. Il semble, au premier abord, qu'il existe donc un « effet CNN » : les opinions publiques, alertées par les chaînes d'information en temps réel exerceraient des pressions sur leurs gouvernements, les contraignant à adapter leur politique étrangère.

Ce point de vue a été soutenu par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, pour qui : « *Le jour où les médias ont prêté attention à la Somalie, nous avons commencé à recevoir le soutien des États membres. Alors, ils ont été prêts à nous donner des avions pour transporter et fournir plus d'aide humanitaire et de force pour la protéger.* » [2]. D'où sa célèbre conclusion : « *CNN est le seizième membre du Conseil de sécurité* ».

Comme pour appuyer cette idée, Ted Turner, fondateur de la chaîne d'Atlanta, annonça, le 18 septembre 1997, qu'à l'image des plus importants États membres, il versait une contribution d'un milliard de dollars à l'ONU.

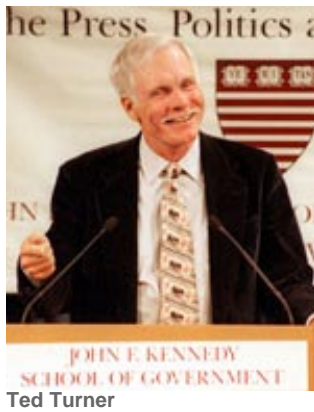
Cette présentation des choses satisfait tout le monde : les dirigeants politiques rejettent la responsabilité de leurs échecs sur l'opinion publique, CNN bénéficie d'une gigantesque publicité, et l'ONU renfloue ses caisses avec le don de Ted Turner. Mais une telle analyse est-elle pertinente ?

Considérer que CNN informe l'opinion publique qui exerce une pression sur ses dirigeants, lesquels agissent politiquement est un raisonnement cohérent. Mais il n'est pas démontré. D'abord, parce que nous ignorons ce qu'auraient été les choix du département d'État vis à vis de la Somalie sans les images de CNN. Le changement de politique (débarquement, puis retrait) peut être imputable aux émotions soulevées par les images successives, mais peut bien plus simplement s'expliquer par l'alternance Bush père / Clinton.

Deuxièmement, ce raisonnement se fonde sur le présupposé selon lequel les médias en général et CNN en particulier sont des acteurs indépendants de la vie publique. C'est manifestement faux. Dans les systèmes autoritaires, les médias sont contrôlés par les États, dans les systèmes libéraux, ils le sont par leurs propriétaires. Ce dernier mot devant être compris au sens large : les détenteurs du capital et les détenteurs du savoir-faire, mais surtout les clients, c'est-à-dire à la fois les lecteurs et les annonceurs. Plus le média exige des investissements, plus il est aisé de le contrôler. De ce point de vue, une chaîne à prétention planétaire comme CNN est à la fois soumise au contrôle de ses multiples investisseurs et des nombreux États dans lesquelles elle travaille. Il paraîtrait surprenant que la Maison-Blanche laisse un média privé se substituer à elle pour incarner les États-Unis dans le monde.

On peut donc renverser la proposition de Boutros Boutros-Ghali : on peut envisager que CNN n'ait pas influencé les décisions de Washington, mais que pour préparer son opinion publique à une nouvelle opération étrangère, l'administration Bush père ait utilisé CNN. Tandis que pour remettre en cause l'opération en Somalie l'administration Clinton aurait également utilisé CNN.

Troisièmement, le don de Ted Turner à l'ONU se veut généreux, mais que signifie pour un milliardaire le fait de sponsoriser l'ONU, sinon de réduire une organisation intergouvernementale au rang d'œuvre humanitaire. Loin d'être un acte de soutien, c'est un moyen de dévaloriser les Nations unies. À y regarder de plus près, ce don est échelonné sur dix ans. De nouvelles règles fiscales, qui semblent avoir été adoptées spécialement pour l'occasion par l'administration US, permettent M. Turner et sa société de ne pas payer d'impôts pendant cette période. En d'autres termes, ce cadeau a été co-financé par Washington qui, par ailleurs, répugne à verser sa quote-part officielle.



Ted Turner

CNN aurait bouleversé la diplomatie. Le choc des images toucherait les opinions publiques qui contraindraient leurs gouvernements à apporter des réponses. Une autre idée couramment répandue est que ce média en direct ne laisserait aucun temps de réflexion aux gouvernants.

Ainsi, l'ancien secrétaire d'État Lawrence Eagleburger déclare : « *Nous devons comprendre comment CNN a profondément changé les choses. Le public entend parler d'un événement en temps réel, avant que le département d'État n'ait eu le temps d'y réfléchir. Par conséquent, nous réagissons avant d'avoir eu le temps d'analyser. C'est maintenant comme ça que se détermine la politique étrangère. Elle est plus portée par les événements quotidiens rapportés par la télé qu'elle ne le devrait.* » [3]

Dans de telles conditions, les corps diplomatiques intermédiaires ne servent plus à rien. L'ancien conseiller de sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski commente : « *Si les ministères des Affaires étrangères et les ambassades n'existaient pas, il n'y aurait sûrement aucune raison de les inventer.* » [4]

De telles affirmations relèvent plus de la démagogie que de la réalité. Elles visent à faire accroire à l'opinion publique que l'on tient compte d'elle ; qu'elle exerce le pouvoir ; bref que les États-Unis sont une démocratie. Mais la politique étrangère est une matière qui ne peut se gérer qu'à très long terme. Le système diplomatique des États-nations repose sur le principe, énoncé par le cardinal de Richelieu, de négociations ininterrompues par le biais de représentations diplomatiques permanentes. Il ne s'agit pas d'une fantaisie, mais de l'expérience des conséquences des déclarations de guerre et des traités de paix. Les États-nations sont de lourds vaisseaux, lents à manœuvrer. De plus, compte tenu de l'importance des enjeux, qui peut croire que de telles décisions se prennent sous le coup d'une impulsion collective sans qu'aucun contre-pouvoir ne se manifeste ?

Poursuivant ce raisonnement, nous pouvons considérer que la fonction principale des chaînes d'information en temps réel n'est pas de donner à consommer un spectacle, mais de renforcer l'illusion de la démocratie en laissant à penser au téléspectateur qu'il est acteur. Dans les périodes révolutionnaires, les médias se multiplient, le Peuple se mobilise en fonction des informations dont il dispose et dicte sans délai sa volonté à ses représentants. Il devient le souverain. Le téléspectateur de CNN est au cœur de l'Histoire qui se fait devant lui, il en est le témoin direct, et il a l'illusion de pouvoir la modifier.

CNN a percé internationalement en 1989 lors du massacre de la place Tiananmen. Washington a feint de découvrir les événements à la télévision, comme si la CIA était absente de Chine. Le secrétaire d'État James Baker III a écrit : « *La terrible tragédie de Tiananmen était la démonstration classique d'un phénomène nouveau et puissant : la capacité de la communication*

globale à conduire la politique » [5]. Même son de cloche avec le coup d'État à Moscou, en 1991. « *L'ambassade US à Moscou, qui n'avait pas encore CNN, n'était pas même un centre pour laisser un message. Le président et ses principaux conseillers agissaient d'après ce qu'ils savaient par CNN et d'autres médias plus que par les rapports des diplomates qui étaient à la remorque des événements.* », commente le journaliste Michael O'Neill [6]. Ainsi, nous devrions en conclure que le retraité qui a le temps de regarder CNN en sait plus sur la marche du monde que le président des États-Unis, trop occupé à lire les rapports creux de ses services.

La vérité est toute autre. CNN est un instrument de justification d'une politique décidée en amont. Fin 1989, la chaîne d'Atlanta mettait en scène la cruauté du tyran des Carpates. Elle témoignait de ce que la répression des Ceausescu venait de faire plus de 10 000 morts et ne tardait à fournir comme preuve les images du charnier de Timisoara. En 1999, CNN matraquait les slogans les moins crédibles de l'administration Bush père sur la prétendue quatrième armée du monde : l'Irak. Elle embarquait, à la demande du général Colin L. Powell, des caméras à bord des bombardiers de l'US Air Force. Elle entretenait une équipe à Bagdad pour donner l'impression que les civils n'avaient rien à craindre des « *bombardements ciblés* ».

En 1999, CNN ne s'est plus contentée de répondre aux demandes de l'état-major, elle a installé les spécialistes du 4e Groupe des opérations psychologiques de l'Army dans sa salle de rédaction [7]. Ce sont encore des éléments de la même unité qui mirent en scène, le 9 avril 2003, la chute de la statue de Saddam Hussein sur la place Fedaous de Bagdad, retransmise en direct par APTN et CNN avec, en prime, les commentaires rapportés de George W. Bush [8].

Ces faits ne sont rappelés ici qu'à titre d'exemple, la liste exhaustive serait fastidieuse.

Alors, l'exemple somalien permet-il de parler d'un « *effet CNN* » ? L'ancien conseiller de sécurité nationale Anthony Lake l'a reconnu : tout était joué avant la diffusion des images du corps du GI traîné dans la capitale. « *Les images de CNN nous ont aidé à reconnaître que la situation militaire à Mogadiscio était détériorée d'une manière que nous n'avions pas franchement admise* » [9].

Quant à l'intervention elle-même, elle avait été mise en scène par l'état-major : les caméras de CNN et des éclairages de théâtre avaient été longuement installés sur la plage, tandis que le débarquement avait été programmé à l'heure d'écoute maximale.

[1] Auditions à la Chambre des représentants, le 26 avril 1994.

[2] Cité par Philip Seib, in *Headline Diplomacy : How News Coverage Affects Foreign Policy*, Praeger Publ., 1997.

[3] Cité dans « *Wary Partners : Diplomats and the Medias* » par David D. Pearce, *Congressional Quarterly*, 1995.

[4] Cité dans *The Practice of Diplomacy : Its Evolution, Theory and Administration* par Keith Hamilton et Richard Langhorne, Routledge.

[5] *The Politics of Diplomacy : Revolution, War and Peace* par James Baker III, Putnam's

Sons, 1995.

[6] *The Roar of the Crowd : How Television and People Power Are Changing the World* par Michael J. O'Neill, Times Books, 1993.

[7] *Intelligence* (Paris) du 17 février 2000, *Trown* (Amsterdam) des 21 et 25 février 2000 et *Why Were Government Propaganda Experts Working On News At CNN ?*, FAIR, 27 mars 2000.

[8] « **La fin de quelle guerre ?** » par Jack Naffair, *Voltaire*, 15 avril 2003.

[9] Cité dans *The News Media, Civil War and Humanitarian Action* par Larry Minear, Colin Scott et Thomas G. Weiss, Lynne Rienner Pub., 1996.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le bantoustan irakien

Analyse

Avec le « *transfert de souveraineté* » et la décision de l'OTAN de s'impliquer dans le cauchemar irakien, l'heure est venue pour un état des lieux général. Deux visions radicalement différentes d'une même réalité se dessinent : d'un côté, les théoriciens et exécutants du remodelage du Moyen-Orient, face à eux, la lucidité sans concessions de ceux qui avaient anticipé et dénoncé l'expédition coloniale. L'enjeu est de taille, car si la région est à feu et à sang, loin de là, l'électeur états-unien attend des comptes.

N'en déplaise à Francis Fukuyama, théoricien de la guerre juste et idéologue du clash des civilisations, l'argument trop souvent avancé de l'incompétence et de la rivalité entre les départements de l'exécutif états-unien ne peut excuser une telle catastrophe. Il tente pourtant, dans une tribune du *Los Angeles Times*, de la justifier en mettant cet échec inévitable sur le compte de la mauvaise gestion du Pentagone qui aurait fait preuve de naïveté. Ce faisant il dédramatise la situation irakienne pour mieux anesthésier la conscience du lecteur confortablement installé à des milliers de kilomètres du carnage.

Intellectuellement distant du carnage bien qu'exécutant sur place les directives de Washington, Iyad Allaoui, lui aussi, poursuit ses affaires comme si de rien était. Dans un article publié par *The Independant* et le *Washington Post*, le Premier ministre du gouvernement fantoche s'attribue toutes les qualités de la gouvernance démocratique et affiche les meilleures intentions pour conduire son peuple vers une stabilité qui, rappelons-le au passage, n'en demeurerait pas moins coloniale.

Cet « *État* » que dirige aujourd'hui Allaoui pour le compte de la Coalition, Adam Hochschild le rapproche judicieusement des États de façade instaurés par le régime sud-africain pendant l'apartheid, ces fameux « *bantoustans* », avant d'ajouter qu'il en allait de même pour certains États satellites de l'Union soviétique. De la souveraineté, ils n'avaient que l'apparence, nous rappelle-t-il dans le *Los Angeles Times* ; ils s'évanouirent à la fin de l'apartheid pour les premiers et les seconds obtinrent leur indépendance lors du démantèlement de

l'URSS. En effet, explique-t-il, il est possible de gouverner un pays par ambassade interposée.

Pour démontrer l'absurdité de cette pseudo-souveraineté, Tariq Ali rappelle justement que l'Irak fut contrôlé dans les années vingt par le Royaume-Uni via son ambassade à Bagdad. Il résume par ailleurs dans une tribune de *The Age* les mises en garde adressées aux nouveaux croisés par les opposants à la guerre, chaque fois écartées d'un revers de manche même si elles devaient plus tard s'avérer fondées. Il exhorte donc les opinions des États de la Coalition d'intérêts à suivre l'exemple des Espagnols. Car les Irakiens, prévient-il, n'adhéreront jamais à ce simulacre de souveraineté qui cache les véritables objectifs stratégiques de Washington.

Ces objectifs ont été largement atteints, constate Sami Naïr dans une longue tribune du journal *Libération*, alors que les belles promesses restent lettre morte. L'auteur s'efforce courageusement de dépeindre la réalité du terrain pour contrebalancer le discours soporifique des faucons : la résistance s'accroît, le chaos s'est durablement installé, alors que les États-Unis sont de plus en plus isolés. Il conclut en appelant à un rétablissement de la légalité internationale et à la mise en place d'une vraie souveraineté en Irak, ce qui impliquerait que les Irakiens puissent disposer eux-mêmes de leurs biens. S'il ne se fait aucune illusion sur le traitement de la question irakienne par l'administration Bush, il semble pourtant en nourrir quelques-unes au sujet de John Kerry.

Le candidat républicain aux présidentielles de 1996, Bob Dole, dans un article publié par le *Washington Post*, s'adonne à un périlleux exercice de rhétorique pour tenter de galvaniser les républicains qui n'ont pas encore basculé dans le cynisme pur et simple. Il affirme que les résultats obtenus en quelques mois en Irak ont mis des années à être atteints en Allemagne et au Japon après la Seconde Guerre mondiale, mettant sur le même plan deux situations absolument différentes. Non sans raisons, il égratigne les démocrates en passant pour leur bilan au Kosovo.

Enfin, le président roumain Ion Iliescu réitère dans le *Washington Times* sa fidélité à la tradition de Ronald Reagan en pointant les dangers qui menacent de tous bords l'Empire du Bien. Logiquement, pour mener cette croisade contre les forces obscures du « *terrorisme* », il s'en remet à l'OTAN à qui il demande par ailleurs de protéger les intérêts de la Roumanie dans la région de la Mer noire. Il craint cependant de s'aliéner dans la foulée une partie de l'Europe avec laquelle il prétend vouloir composer, faisant étalage de l'arrivisme qui caractérise les élites des pays faibles instrumentalisés par les faucons pour diviser l'Europe.

Réseau Voltaire

Francis Fukuyama



Francis Fukuyama est professeur d'économie politique internationale à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University. Il est l'auteur de *La fin de l'histoire* et, plus récemment, de *Our Posthuman Future*. Il est administrateur de la National Endowment for Democracy et ancien administrateur de la Rand Corporation. Il a été expert au département d'État.

« Une fois la guerre commencée, il est trop tard »

Source : Los Angeles Times

Référence : « By the Time War Starts, It's Too Late », par Francis Fukuyama, *Los Angeles Times*, 27 juin 2004

À présent que l'**Autorité provisoire de la Coalition** ferme ses portes et transfère son pouvoir aux Irakiens, il est temps de considérer les critiques qui ont été faites contre les efforts de reconstruction de l'après-guerre de l'administration Bush. Il est également temps de faire la distinction entre nos vrais échecs et les problèmes que personne ne pouvait éviter.

Beaucoup disent que le **Pentagone** aurait davantage dû écouter les conseils des experts du **département d'État** et de la **CIA**, mais les spécialistes de ces deux agences ne comprenaient pas non plus l'Irak suffisamment bien, car ce pays a dramatiquement changé depuis la fermeture de notre ambassade à Bagdad en 1991. Par exemple, nous n'avons découvert l'importance du grand ayatollah Sistani que quelques mois après la guerre.

Il n'y a pas de modèle parfait pour la reconstruction et cela dépend du contexte. La vraie erreur des États-Unis est de ne pas avoir suffisamment fait travailler ensemble les agences en les faisant coopérer. Les rivalités se sont installées et le Pentagone a demandé le contrôle de toute la reconstruction sans en avoir la capacité. Le manque de préparation a eu pour conséquence que l'**Autorité provisoire de la Coalition** a passé des mois à se construire au lieu de reconstruire l'Irak, puis il y a eu des rivalités entre l'autorité et les militaires au sein de l'autorité. Il aurait fallu constituer un bureau de la reconstruction bien avant la guerre et y intégrer des vétérans de ce type d'activité. D'autre part ce bureau aurait dû être dirigé par **L. Paul Bremer** dès août 2002.

Difficile de dire si nous allons surmonter nos erreurs mais en tout cas nous devons nous en souvenir pour la prochaine fois que nous devons reconstruire un pays.

Iyad Allaoui



Ancien membre du Ba'as puis activiste anti-Saddam Hussein financé par la CIA, Le docteur Iyad Allaoui est Premier ministre du gouvernement par intérim d'Irak.

« Rendez-nous notre dignité »

Source : Washington Post

, The Independent

Référence : « Give us back our dignity », par Iyad Allaoui, *The Independent*, 27 juin 2004.

« A New Beginning », *Washington Post*, 27 juin 2004

Mercredi, la souveraineté de l'Irak sera restaurée et les Irakiens feront le premier pas vers un futur libre et prospère. Ce sera une avancée importante pour l'Irak, la région et le monde entier. En tant qu'Irakiens, nous remercions les États-Unis pour les sacrifices faits par ses soldats pour libérer et reconstruire notre pays. Nous espérons pouvoir bénéficier du soutien de la communauté internationale alors que nous prenons la responsabilité de notre avenir. Les membres de mon gouvernement intérimaire sont parmi les plus brillants des Irakiens et ils reflètent la diversité du pays. Ils sont tous attachés à la paix, à la stabilité, à la liberté et au progrès économique.

La politique de notre gouvernement visera à remplir quatre objectifs interdépendants :

- ▶ Nous voulons avant tout rétablir la sécurité. Cela passe par un renforcement des forces de l'ordre et de l'armée pour lutter contre le terrorisme. Nous ferons la distinction entre les Irakiens qui agissent contre l'occupation par désespoir et les terroristes fondamentalistes étrangers qui veulent nous voir échouer. En effet, nous souhaitons la réconciliation nationale pour aider à la reconstruction du pays et vaincre le second groupe. Nous restaurerons également l'honneur des anciens officiers irakiens de la police et de l'armée à l'exception de ceux qui ont commis les crimes les plus haineux.
- ▶ Nous devons restaurer l'économie en reconstruisant les services de base et en diminuant le chômage, ce qui est possible vu l'importance des chantiers de reconstruction. Nous devons également accroître la production de pétrole.
- ▶ Nous devons mettre en place un système indépendant et fort.
- ▶ Nous devons accélérer la marche vers la démocratie, une démocratie qui ne sera pas la réplique d'un modèle étranger, mais qui tiendra compte de notre histoire.

Adam Hochschild



Journaliste et écrivain, Adam Hochschild est l'auteur de *The Mirror at Midnight : A South African Journey* et de *The Unquiet Ghost : Russians Remember Stalin*.

« Un État qui n'est pas un État »

Source : Los Angeles Times

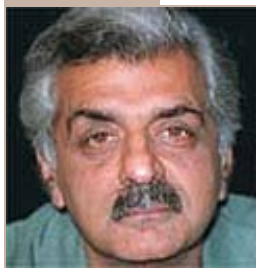
Référence : « A State That's Not a State », par Adam Hochschild, *Los Angeles Times*, 28 juin 2004

Il y a 15 ans, j'ai traversé l'une des soi-disant « patries » des noirs d'Afrique du Sud de l'ère de l'apartheid. Les blancs avaient mis au point ces systèmes de contrôle dans un pays où ils étaient très minoritaires : créer des États « indépendants », ou bantoustans, sur les 13 % de territoire dont les fermiers blancs ne voulaient pas. Dans certains territoires, j'avais croisé des bâtiments immenses qui étaient les « ambassades sud-africaines ». Je me suis souvenu de ces bâtiments en lisant un article sur l'ouverture de l'ambassade états-unienne à Bagdad, la plus grande du monde.

Cette ambassade sera bien plus qu'une ambassade et l'État irakien, comme les Bantoustans, sera bien moins qu'un État. On pourrait définir ces formes d'État comme des « pseudo-États », une variété d'organisation qui ne cesse de se développer dans le monde, de l'Autorité palestinienne à l'Afghanistan en passant par la Bosnie et le Congo. Peut-être même que ces pseudo-États échangeront des ambassadeurs entre eux.

Les Bantoustans n'étaient reconnus par aucun État hormis par l'Afrique du Sud, bien qu'ils aient été dotés de tous les attributs d'un États souverain avec des ministères, un drapeau et un hymne national. Ils finirent par disparaître après l'apartheid. D'autres pseudo-États furent les républiques soviétiques, officiellement indépendantes et disposant même de sièges à l'ONU pour l'Ukraine et la Biélorussie, alors qu'ils étaient dirigés depuis Moscou. Quand l'URSS disparut, ces républiques devinrent indépendantes. L'Irak a sa propre histoire et aura sa propre forme de pseudo-État, mais ce que l'Histoire enseigne à leur sujet c'est qu'ils ne deviennent jamais ce que leur créateur espérait. Les États-Unis souhaitent faire de l'Irak une base permanente pour leurs troupes, une réserve de pétrole et un allié stratégique contre l'islam militant, mais il pourrait prendre une forme très différente en raison de la nature très volatile des pseudo-États.

Tariq Ali



Tariq Ali est journaliste et écrivain. Il est l'auteur de *Bush in Babylon : the Recolonisation of Iraq* et de *The Clash of Fundamentalisms : Crusades, Jihads and Modernity*.

« Ce n'est pas de la souveraineté »

Source : The Age

Référence : « This is not sovereignty », par Tariq Ali, *The Age*, 28 juin 2004

Avant la guerre, ils ont dit que l'Irak avait des armes de destruction massive qui menaçaient l'Occident ; nous qui nous opposions à la guerre avons dit que c'était des mensonges et nous avons raison. Ensuite, on nous a dit que la population accueillerait avec plaisir la « libération » et nous avons prévenu de la possibilité d'une forte résistance et elle est apparue. Les militaires états-uniens ont alors dit qu'il s'agissait des derniers partisans de Saddam Hussein et que la résistance prendrait fin avec l'arrestation de ce dernier ; nous avons dit qu'au contraire une telle arrestation ne ferait que la développer et aujourd'hui tout l'Irak souhaite la fin de l'occupation, à l'exception des chefs tribaux kurdes. Aujourd'hui, les citoyens des pays qui ont mené cette guerre doivent suivre l'exemple espagnol, punir leurs dirigeants et avoir une pratique citoyenne attentive et intelligente pour que leurs dirigeants ne participent plus au crime. Les États-Unis ont déjà perdu la bataille des images : celles de la **chute de la statue de Saddam Hussein** orchestrée par une poignée de mercenaires ont vite laissé place à celles d'Abu Ghraib comme symbole de l'occupation. Seuls les occidentaux ont été surpris par les images d'Abu Ghraib car ils ont oublié que la torture est toujours le corollaire de l'occupation.

Le transfert de souveraineté est une farce qui rappelle ce que les Britanniques ont fait dans les années 20. À l'époque, le vrai lieu de pouvoir était leur ambassade à Bagdad, aujourd'hui, c'est celle des États-Unis. C'est **John Negroponte**, ancien dirigeant des escadrons de la mort en Amérique centrale qui dirigera **Iyad Allaoui**, ancien agent de la CIA jusqu'à ce que celui-ci échoue et connaisse le même sort qu'**Amhed Chalabi**. Les États-Unis peuvent acheter des États faibles, mais pas mettre fin à la résistance en Irak. De plus, ils refuseront la démocratie car une véritable élection donnerait naissance à un pouvoir exigeant la fin de l'occupation et du contrôle étranger du pétrole. Rien ne changera réellement après le 30 juin, mais la résistance irakienne continuera à rendre l'occupation intenable.

Sami Naïr



Conseiller de Jean-Pierre Chevènement, Sami Naïr est ancien député européen du Pôle républicain.

« Irak : triste bilan d'une invasion »

Source : Libération

Référence : « Irak : triste bilan d'une invasion », par Sami Naïr, *Libération*, 28 juin 2004.

Quinze mois après le début de l'invasion de l'Irak et au moment où les États-Unis prétendent retirer leurs troupes, on ne peut que constater que cette invasion se solde par un échec cuisant sur le terrain, compte tenu des objectifs affichés. Le péché originel de cette entreprise guerrière, le viol de la légalité internationale, n'a jamais été occulté. Aucune des puissances qui s'y sont opposées n'a accepté de la légitimer, se contentant d'appeler l'ONU à jouer un rôle dans l'imbroglio irakien. Plus grave, l'Espagne a abandonné le couple **George W. Bush - Tony Blair**. Les États-Unis font face à une résistance de plus en plus puissante sur le terrain, alors même qu'ils font face à une crise de confiance du politique suite aux révélations sur les mensonges d'État. En revanche, les objectifs militaires et économiques sont atteints : destruction du régime de Saddam Hussein, dislocation des infrastructures civiles dans les principales villes, captation des principales ressources (dont le principal bénéficiaire privé est **Dick Cheney** d'après le *Time*), colonisation de fait de l'Irak désormais livré aux sociétés privées américaines, mise en place d'un marché de la sécurité entièrement géré par des sociétés de mercenaires, pratique de la torture dans les prisons, arbitraire dans les rues où les militaires et miliciens ont droit de vie et de mort sur tout un chacun. L'invasion est également parvenue à ethniciser et à professionnaliser le pays en transposant le différentielisme racialisant anglo-saxon dans un pays qui était uni et laïc, induisant ainsi le risque de guerre civile.

Pour l'instant, tous les mouvements de résistance acceptent de concentrer leurs actions contre les forces d'occupation et le pouvoir imposé par les États-Unis. Le nouveau gouvernement d'**Iyad Allaoui** n'en viendra pas à bout et a même reconnu son impuissance en annonçant la promulgation de la loi martiale après le 30 juin. Les États-Unis rappellent également qu'ils resteront longtemps sur le terrain. Tout laisse à penser que c'est un régime très autoritaire qui sera mis en place. Cette invasion a ouvert la boîte de Pandore en déstabilisant toute la région, en développant le terrorisme jusqu'en Europe et en créant les conditions d'une guerre de civilisation entre l'islam et l'Occident. Les États-Unis sont affaiblis internationalement par cette invasion et jamais la haine anti-américaine n'a été aussi forte. Elle profite aux intégristes qui affirment que les États-Unis sont les premiers commanditaires de la politique d'**Ariel Sharon**. Quoi qu'il arrive, après le 30 juin, le régime mis en place n'apparaîtra pas comme légitime car il ne peut exister qu'à l'ombre des troupes américaines et il ne peut rien seul. La guérilla va donc se poursuivre et s'intensifier. Les États-Unis sont pris au piège, **George W. Bush** souhaitait quitter formellement l'Irak avant la présidentielle américaine, mais la résistance l'en empêche. Il fait des concessions aux autres puissances pour pallier à cette situation et a obtenu des résolutions du Conseil de sécurité, mais aucun de ces textes n'oblige les pays membres à aller en Irak. Sa dernière manœuvre est de vouloir mouiller l'**OTAN**,

mais la France a dit qu'elle ne voulait pas en entendre parler. La seule solution est donc un retour à la légalité internationale. Cela implique : la reconnaissance pleine et entière de la souveraineté irakienne sur le territoire et les richesses du pays (et donc le démantèlement du système de prédation états-unien) ; la mise en place d'une administration de transition sous le contrôle d'une force multinationale dirigée par l'ONU et non par les États-Unis ; l'organisation d'élections libres et démocratiques où toutes les forces politiques pourront concourir ; un plan d'aide économique mondial pour la reconstruction (il serait plus que conforme au droit international que les États-Unis et la Grande-Bretagne paient des dommages de guerre à l'Irak). À ces conditions, les pays voisins comme la communauté internationale pourront et devront s'impliquer pour soulager ce malheureux pays. Malheureusement, il semble que rien n'évoluera d'ici à novembre. À ce moment là, le peuple américain, en se débarrassant de Bush et ses affidés dira clairement qu'il choisit la paix.

Bob Dole

Ancien candidat à l'élection présidentielle de 1996, Bob Dole a été sénateur du Kansas de 1969 à 1996. Il est l'époux d'Elisabeth Dole, sénatrice de Caroline du Nord.

« Mesurer notre succès »

Source : *Washington Post*

Référence : « Gauging Our Success », par Bob Dole, *Washington Post*, 28 juin 2004.

Le discours politique aux États-Unis sur l'Irak est en train de tomber dans l'irréalité. Les opposants au déploiement de la coalition dans ce pays mettaient déjà en doute le bien fondé de notre présence en Irak, aujourd'hui, ils élèvent à un niveau absurde les conditions de succès dans le pays.

Nous avons achevé la première phase de la transformation du pays en renversant Saddam Hussein, la deuxième phase prend fin cette semaine avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement par intérim. Ce sont des avancées importantes mais elles ne signifient pas que l'Irak sera une démocratie le 1er juillet. Nous en prenons cependant la route même si beaucoup reste à faire. Je partage avec cette administration la croyance que le transfert de souveraineté va accélérer le processus même s'il y aura des coups d'arrêt et que cela sera ardu.

Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que nous faisons fausse route ou que nous avons peu fait pour l'instant. En Irak, nous avons eu des réussites que nous avons mis des années à obtenir en Allemagne et au Japon. Rappelons-nous également qu'en Bosnie nous avons dépensé 29 milliards de dollars en 9 ans et que nous avons encore 1000 hommes stationnés là bas pour appliquer un mauvais plan qui légitime les divisions ethniques et paralyse l'État central.

En Irak, sur 15 mois, la coalition a permis la publication de plus de 150 journaux, la mise en place d'une police irakienne, la réouverture d'écoles sans propagande, la construction de 400 villages rasés par Hussein, la réimpression d'une monnaie nationale et le retour de milliers de réfugiés. C'est l'aboutissement du travail de légions d'Américains qui œuvrent en dépit des attaques terroristes. Un groupe de militaires états-uniens a mis à mal la crédibilité de l'armée en torturant des Irakiens, mais cela n'enlève rien au travail de l'armée et les opposants affirment trop qu'ils meurent en vain. Certains démocrates affirment que notre incapacité à trouver des armes de

destruction massive annule leur soutien à la guerre, alors qu'ils s'étaient également prononcés sur la question des Droits de l'homme et du terrorisme. Leurs propos sont donc irresponsables. Nous ne devons pas les écouter et garder des objectifs réalistes, car nous pouvons transformer toute la région.

Ion Iliescu



Ion Iliescu est président de la Roumanie.

« L'héritage de Reagan »

Source : Washington Times

Référence : « Reagan's legacy », par Ion Iliescu, *Washington Times*, 28 juin 2004.

Je suis récemment venu au États-Unis pour adresser un dernier adieu à **Ronald Reagan**, l'homme qui a rendu possible la victoire de la liberté dans la Guerre froide. Les Roumains comprennent les valeurs que Reagan défendait et ils ont renversé leur régime totalitaire en 1989. Depuis cette date, nous avons fait de gros progrès dans la construction d'une société respectueuse des valeurs universelles de la démocratie, des Droits de l'homme et de la libre entreprise. Nous avons pris des mesures nous permettant de rejoindre véritablement l'Europe et l'alliance transatlantique : nous nous préparons à rejoindre l'Union européenne en 2007. Il y a quelques jours, le sommet de l'**OTAN** à Istanbul s'est ouvert et l'alliance continue sa transformation pour pouvoir faire face aux menaces du XXI^{ème} siècle : le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. L'**OTAN** étant aujourd'hui fondamentalement différente de ce qu'elle était durant la Guerre froide, le sommet permettra de développer de nouvelles réponses au danger de l'instabilité au Sud et à l'Est de l'Europe, ainsi que de développer la démocratie pour accroître la stabilité. Cette démocratisation est la condition requise pour les trois pays postulant à l'entrée dans l'**OTAN** (l'Albanie, la Croatie et la Macédoine). Nous souhaitons que l'**OTAN** développe une stratégie dans la Mer noire, car connecter les pays de cette région économiquement, politiquement et militairement est dans l'intérêt de la communauté euro-atlantique. Dans cette stratégie, la Roumanie sera un acteur clé, comme en Afghanistan et en Irak où les troupes roumaines sont également déployées. Il tient de notre intérêt national de préserver à la fois notre identité européenne et le partenariat transatlantique.